

LE JOURNAL DE RUSSIE

Ancien Journal de Pétrograd

ABONNEMENT:
Les abonnements partent exclusivement du premier de chaque mois. — Chaque changement d'adresse coûte 50 copecks.
Pétrograd et province... 1 m^o. 6 m^o. 1 an.
Étranger... 6 r. 16 r. 30 r. 60 r.

Rédaction et Administration: Quai Français 30. — Téléphone 559-03.

ABONNEMENTS.—ANNONCES.
A PÉTROGRAD: Bureaux du Journal, Quai Français 30. — Librairie Matkov et Cie, Persp. Nevsky 13. — Agence Violette, Petite et Moscou. Office Franco-Russe de Renseignements, Tverskaïa 11. — A KIEFF: Alliance Française Kievskaïa 20.

TARIF DE PUBLICITE:
1-^{er} page... 2 R. 50 la ligne
2-^e et 3-^e pages... 1 R. 50 la ligne
4-^e page... 1 R. 50 la ligne
PETITES ANNONCES:
Locations, ventes, etc... 1 R. 50 la ligne
Emplois... 0, 50

L'Election des officiers

*«Les soldats sont libérés de l'autocratie des généraux qui seront élus et amovibles»
(Décret du Président des Commissaires du Peuple)*

Un ami à moi qui est un aimable philosophe et un critique amer, me faisait remarquer ces jours derniers, que le Président des Commissaires du Peuple pondait avec autant de facilité les Décrets, que Kérénski, les prikazes. Et il ajoutait malicieusement que les uns et les autres contiennent de belles phrases sonores sans aucun résultat pratique. Je n'ai guère les plaisanteries sur les hommes et les documents qui doivent passer à la postérité et à l'inverse de mon ami j'ai trop de respect pour les pouvoirs établis et même pour ceux qui ne sont encore qu'à la période de gestation pour discuter leurs actes, en tant qu'ils ne portent pas atteinte à nos intérêts.

Il est de ces actes, cependant, d'ordre essentiellement militaire, qui doivent attirer notre attention et sur lesquels nous devons donner notre avis au risque d'être traités d'infâmes impérialistes ou de bourgeois gélénistes et endurcis, bien plus, en tant qu'Alliés, nous avons le droit et le devoir de juger certaines mesures qui, systématiquement et méthodiquement, désorganisent l'armée russe.

Avez-vous remarqué et distillé, comme un coq d'Inde, cette phrase d'un Décret du Président des Commissaires du Peuple, perdue au milieu de la phraseologie révolutionnaire sur les terres et les paysans, les ouvriers et les usines, les bourgeois et le capital Kornilov et Kaldine, etc., etc. : «Les soldats sont libérés de l'autocratie des généraux qui seront élus et amovibles».

Laissez moi rire un instant ! Amovibles les généraux ? vous ne trouvez donc pas qu'ils le sont suffisamment depuis le début de la Révolution ? Le général en chef des Armées Russes a changé 10 fois en 8 mois et le Commandant en chef de l'Escadre de la Baltique 4 fois, ce qui fait une moyenne de commandement de 24 jours pour les généraux et de 60 jours pour les amiraux, la Marine avait toujours eu en Russie une place de faveur. Quant aux simples généraux et aux commandants de bataillons, ils ont changé dans ces 8 mois plus souvent certainement que les tovarichs n'ont changé de chemises.

Donc au point de vue de l'amovibilité le nouveau décret n'a rien innové.

L'idée de l'élection des officiers n'est d'ailleurs pas neuve non plus. Elle a été, idéal appliquée en France pendant la Révolution et a donné des résultats qu'elle donnera certainement en Russie, c'est à dire des résultats pitoyables.

Et oui, nous avons eu, nous aussi des généraux élus le célèbre Claude Santerre qui commanda un corps d'armée en Vendée. C'était un véritable bourgeois, un riche brasseur et partant, un grand buveur de bière. Dans les estaminets, après avoir absorbé force chopes il avait le verbe haut et cela suffit au cours des troubles révolutionnaires de 1792 pour en faire un Général de la Garde Nationale Parisienne. On eut la folie de lui confier un commandement en Vendée et son inexpérience, ses fautes et son incapacité notoire amenèrent la défaite de ses troupes à Chollet. Il se couvrit de ridicule et ses troupes l'expulsèrent comme un malpropre.

Et le général de l'armée des côtes de la Rochelle, le fameux Rossignol ! Il était un excellent ouvrier cordonnier ce qui n'était pas suffisant pour faire un grand général, néanmoins, comme il était révolutionnaire ardent, il fut élu grâce à la protection de Robespierre. Mais sa nullité fut telle, qu'il dégoûta ses propres électeurs et fut destitué par eux, malgré l'appui énergique du farouche Jacobin.

Ces exemples ne vous suffisent-ils pas ? Révolutionnaires russes qui copiez trop souvent notre Révolution dans ses erreurs et dans ses fautes et qui la caricaturez parfois dans ce qu'elle a de grand et de sublime,

à commencer par notre admirable Marseillaise, cette superbe envolée de Rouget de l'Isle, cet hymne enflammé du plus ardent patriotisme que vous avez transformé en un cantique de défaitisme et que vous interprétez sur un rythme d'enterrement.

Mais revenons à votre Décret qui doit libérer les soldats de l'autocratie des généraux. Ah non ! L'autocratie des généraux et des amiraux, personne n'y croit plus.

L'autocratie des officiers ! Peut-on en parler encore ? Allez plutôt consulter les malheureux officiers qui sont à bord du «Petrovavlovsk», et ceux qui furent pendant des mois prisonniers dans les cachots humides de Kronstadt et ceux qui restent encore de la garnison de Viborg. Ils vous diront quelle autocratie est la leur ! En connais plus d'un, qui l'abandonnerait tout de suite cette autocratie, pour être traité simplement comme prisonnier de droit commun.

Des autocrates ceux-là, qui, à l'heure où la parole est libre pour tous, ne peuvent échanger leurs pensées sans risquer leur vie. Des autocrates ces officiers qui sont tenus à bord de leurs vaisseaux, comme ne l'étaient pas autrefois les esclaves, avant le décret d'Alexandre II. Des autocrates enfin, ceux qui, dans cette République où la liberté existe soi-disant pour tous, n'ont qu'un seul droit : celui de se faire tuer pour elle !

Alors donc, il ne faut plus nous en contenter !

NAUTICUS.

DEMAIN :

La vie Russe avant le soulèvement maximaliste

(suite)

par LUDOVIC NAUDÉAU

Note du gouvernement bolchevik aux ambassadeurs

Note du Gouvernement bolchevik aux Ambassadeurs :

«J'ai l'honneur de vous informer, monsieur l'Ambassadeur, que le Congrès panrusse des Conseils des D. O. S. a constitué le 26 octobre un nouveau Gouvernement de la République Russe, dans la forme d'un Conseil des Commissaires du peuple. Le président de ce Gouvernement est Vladimir Ilitch Lénine. La direction de la politique étrangère m'a été confiée à moi, en qualité de commissaire du peuple aux affaires étrangères.

Tout attirant votre attention sur le texte, apprové par le Congrès panrusse des Conseils des D. O. S., de la proposition d'amnistie et de paix démocratique sans annexions ni contributions, sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, j'ai l'honneur de vous prier de considérer le dit document comme une proposition formelle d'amnistie immédiate sur tous les fronts et d'ouverture immédiate de pourparlers de paix — proposition que le gouvernement autorisé de la République russe adresse en même temps à tous les peuples belligérants et à leurs gouvernements.

Agrez l'assurance, Monsieur l'Ambassadeur, de la profonde estime du Gouvernement des Soviets envers le peuple français, qui ne peut pas ne pas aspirer à la paix, comme tous les autres peuples, épuisés et anémiés par cette boucherie sans exemple.

Le Commissaire du peuple aux affaires étrangères : L. Trotsky.

LES ÉVÈNEMENTS

La note du gouvernement bolchevik aux ambassadeurs.

Le général Doukhorine est chargé d'entamer des pourparlers préliminaires pour la conclusion d'un armistice.

La réglementation du port d'armes.

Un nouveau gouvernement à la Stavka.

Le Congrès des paysans se réunira à Mohilev.

Dans les ministères

La grève continue. La résistance énergique montrée par les employés de la banque d'Etat, les ouvriers et en particulier par le régiment de Sémonovski, aux expropriations bolchevistes, a influé favorablement sur l'état d'esprit des fonctionnaires de l'Etat.

Le 7 novembre, au ministère du commerce et de l'industrie, se sont présentés le nouveau ministre du commerce et le nouveau directeur des usines gouvernementales des mines. Ils sont repartis immédiatement voyant qu'il n'y avait pas un seul employé au travail.

À la suite de plusieurs télégrammes parus dans la presse avec la mention «A. T. P.», les employés de cette agence déclarent que, ayant quitté leur service le 23 octobre, ils n'ont pris aucune part à la rédaction de ces télégrammes et déclinent toute responsabilité sur eux.

Arrêtés le 7 novembre, le gérant de la chancellerie du ministère du travail A. S. Norakovski, le caissier du ministère M. I. Pétrov, le secrétaire de l'union des employés, A. S. Tsipiline, furent conduits à l'Institut Smolny où après interrogatoire de la commission militaire d'enquête, ils furent relâchés.

Le ministère des voies de communication, à la section des nouveaux chemins de fer, s'est présenté un certain Malar Vassilev, se disant gérant de la section. Apprenant que les employés étaient en grève, il s'installa et demanda à un huissier de lui communiquer les M. de téléphone des employés supérieurs. Ayant subi un refus, il s'éloigna.

Après décision de tous les fonctionnaires et employés du ministère de la justice, il a été décidé que seuls pourraient entrer au ministère le gérant du ministère A. A. Démanov, l'adjoint au ministre, les directeurs des départements et les chefs de section.

Cependant, avec autorisation de la conférence des employés, le travail aura dans cette section, interrompu, c'est à dire à l'enregistrement, à la comptabilité, etc. (P. G.)

Au ministère des affaires étrangères pas une qui vive. Certains hauts fonctionnaires sont apparemment prêts à abandonner leurs fonctions. Le ministre Tatichiev, directeur de la chancellerie, et l'adjoint au ministre, A. M. Pétrov, ont fait ses préparatifs de départ.

Le 8 novembre Trotsky ne se présentait pas au ministère. Seuls y virent ses secrétaires Zalkind et Polivanov. Ces derniers visitèrent la section des prisonniers de guerre où ils espéraient trouver le personnel complet, vu que l'un des employés avait donné à Zalkind l'assurance que les employés recommenceraient le travail dans cette section, complètement étrangère à la politique. Étaient présents seulement les chefs de section Révelliotti et Batiouchkov.

Dans la section de la presse, les émissaires de Trotsky ne trouvèrent qu'un seul courrier à qui ils donnèrent l'ordre de ne plus acheter les journaux pétrograds pour les besoins de la section.

Tous les télégrammes, reçus le 27 octobre, des représentants diplomatiques à l'étranger gisent intacts.

Contrairement aux bruits lancés, aucun employé du ministère n'a re-

pris le travail et aucune remise des affaires n'a eu lieu. Seules les clefs des armoires furent remises au «commissaire du peuple» par les chefs des sections particulières. Cette décision fut prise à cause de la complète impossibilité de garantir l'inviolabilité du ministère contre les bolchevistes, qui avaient appelé un serrurier pour forcer les armoires.

La première fois que Trotsky se présenta au ministère, tous les employés sortirent en foule du ministère, et l'on entendit les cris de : «c'est Bronstein et non Trotsky, nous n'avons pas besoin de faux passe-ports».

Quand les représentants du Comité mil. rév. se présentèrent au domicile des fonctionnaires, il leur fut répondu qu'on ignorait l'endroit où ils se trouvaient.

Le 4 novembre les fonctionnaires du ministère furent convoqués par Trotsky. 30 se présentèrent. Le sous-

secrétaire des affaires militaires, Polivanov, et arrive aux conclusions suivantes : les classes dirigeantes d'Angleterre ne veulent pas la fin de la guerre, donc la continuation amènera l'épuisement définitif de l'Allemagne, ce qui est le but du capitalisme anglais. Quant à la France, elle est très épuisée, ses éléments capitalistes même ne voient pas d'inconvénient à la conclusion de la paix, mais le gouvernement a peur de prendre devant les grandes masses la responsabilité de l'initiative et de la mauvaise conduite de la guerre, et désirerait ne serait-ce que l'apparence d'une victoire pour pouvoir dire que les sacrifices consentis n'ont pas été inutiles. D'autre part, le gouvernement français se trouve très fortement sous l'influence anglaise.

Les classes dirigeantes allemandes désirent ardemment la paix, quoiqu'il leur faille se montrer victorieuses pour dégrader leur responsabilité devant le peuple. L'Autriche aussi a soif de paix. Son mécanisme gouvernemental qui craque et son faible organisme administratif sont fortement ébranlés. Enfin, l'Italie est abattue par ses dernières défaites, qui permettent d'apprécier sa situation.

Parlant des chances d'un mouvement social révolutionnaire en Europe, Radek, se basant sur des faits, dit qu'en France, le mouvement socialiste se déroule sans effusion de sang, par suite de la guerre. Néanmoins, les tendances révolutionnaires de la lutte pour la paix se manifestent assez fortement parmi les socialistes français. En Allemagne, lorsque fut connue la formation d'un gouvernement des Soviets en Russie, Ebert et Scheidemann eux-mêmes n'ont pas jugé possible de renoncer à la lutte révolutionnaire pour la paix et ont fait à ce sujet une déclaration officielle. En Autriche, par suite de la débâcle économique, la lutte pour la paix a pris une forme révolutionnaire violente, et bien plus révolutionnaire que dans les autres États de l'Europe occidentale. La situation est bien plus mauvaise en Angleterre : c'est seulement là que le mouvement révolutionnaire n'est pas assez fort pour surmonter les obstacles à son développement.

En conclusion, Radek dit que la réalisation des idéals de la paix démocratique et de la révolution mondiale incombe au prolétariat russe et à l'armée russe révolutionnaire. Chaque pas en avant de la révolution russe, chaque décret du gouvernement des Soviets seront une impulsion nouvelle à la révolution en Europe occidentale. (Vifs appl.)

Tous les chiffres sont entre nos mains. Les rapports avec nos représentants à l'étranger ne sont pas encore établis. (N. J.)

Un nouveau gouvernement à la Stavka

La Stavka est arrivée des délégués des Comités centraux des partis S. R., S. D. mencheviques et populistes. S'y trouvent également Tchernov, Gotz et Avksentiev.

Un gouvernement serait en formation. Il aurait à sa tête Tchernov et comprendrait des représentants de tous les partis socialistes, y compris les bolchevistes. Le programme du nouveau gouvernement serait la conclusion immédiate de la paix, la remise de la terre aux Comités agraires, la suppression de la terreur politique et le rétablissement des libertés civiques. (P. G.)

Tsereteli partirait pour la Stavka. (N. J.)

Saisie de 5 millions à la Banque d'Etat

Le 8, à 16 heures, un détachement de 200 gardes rouges, soldats et matelots s'est présenté à la Banque d'Etat et en a occupé toutes les issues. À 17 heures sont sortis de la cour de la banque un camion automobile et une autoblindée, les deux chargés de billets de banque. Bientôt après un camion est également sorti sous escorte. 5 millions de roubles auraient été emportés. (R. G.)

AU SOVIET DE PETROGRAD

Radek fait un rapport sur la «révolution naissante» dans les divers pays d'Europe

Lecture est donnée du projet de décret de réquisition des effets chauds. Adopté à l'unanimité. Les commissions de réquisition comprendront 13 personnes par Soviets de quartier.

Radek, représentant de l'organisation bolchevik à l'étranger, qui vient d'arriver à Pétrograd, lit un rapport sur la politique extérieure. Il dit que la politique de Kérénski, en général, et l'offensive du 18 juin en particulier, ont été l'action révolutionnaire des prolétaires allemands et autrichiens. Mais, néanmoins, les conséquences de la révolution russe se manifestent déjà en Europe. Radek dit que les classes dirigeantes d'Angleterre ne veulent pas la fin de la guerre, donc la continuation amènera l'épuisement définitif de l'Allemagne, ce qui est le but du capitalisme anglais. Quant à la France, elle est très épuisée, ses éléments capitalistes même ne voient pas d'inconvénient à la conclusion de la paix, mais le gouvernement a peur de prendre devant les grandes masses la responsabilité de l'initiative et de la mauvaise conduite de la guerre, et désirerait ne serait-ce que l'apparence d'une victoire pour pouvoir dire que les sacrifices consentis n'ont pas été inutiles. D'autre part, le gouvernement français se trouve très fortement sous l'influence anglaise.

Les classes dirigeantes allemandes désirent ardemment la paix, quoiqu'il leur faille se montrer victorieuses pour dégrader leur responsabilité devant le peuple. L'Autriche aussi a soif de paix. Son mécanisme gouvernemental qui craque et son faible organisme administratif sont fortement ébranlés. Enfin, l'Italie est abattue par ses dernières défaites, qui permettent d'apprécier sa situation.

Parlant des chances d'un mouvement social révolutionnaire en Europe, Radek, se basant sur des faits, dit qu'en France, le mouvement socialiste se déroule sans effusion de sang, par suite de la guerre. Néanmoins, les tendances révolutionnaires de la lutte pour la paix se manifestent assez fortement parmi les socialistes français. En Allemagne, lorsque fut connue la formation d'un gouvernement des Soviets en Russie, Ebert et Scheidemann eux-mêmes n'ont pas jugé possible de renoncer à la lutte révolutionnaire pour la paix et ont fait à ce sujet une déclaration officielle. En Autriche, par suite de la débâcle économique, la lutte pour la paix a pris une forme révolutionnaire violente, et bien plus révolutionnaire que dans les autres États de l'Europe occidentale. La situation est bien plus mauvaise en Angleterre : c'est seulement là que le mouvement révolutionnaire n'est pas assez fort pour surmonter les obstacles à son développement.

En conclusion, Radek dit que la réalisation des idéals de la paix démocratique et de la révolution mondiale incombe au prolétariat russe et à l'armée russe révolutionnaire. Chaque pas en avant de la révolution russe, chaque décret du gouvernement des Soviets seront une impulsion nouvelle à la révolution en Europe occidentale. (Vifs appl.)

Tous les chiffres sont entre nos mains. Les rapports avec nos représentants à l'étranger ne sont pas encore établis. (N. J.)

Un nouveau gouvernement à la Stavka

La Stavka est arrivée des délégués des Comités centraux des partis S. R., S. D. mencheviques et populistes. S'y trouvent également Tchernov, Gotz et Avksentiev.

Un gouvernement serait en formation. Il aurait à sa tête Tchernov et comprendrait des représentants de tous les partis socialistes, y compris les bolchevistes. Le programme du nouveau gouvernement serait la conclusion immédiate de la paix, la remise de la terre aux Comités agraires, la suppression de la terreur politique et le rétablissement des libertés civiques. (P. G.)

Tsereteli partirait pour la Stavka. (N. J.)

Saisie de 5 millions à la Banque d'Etat

Le 8, à 16 heures, un détachement de 200 gardes rouges, soldats et matelots s'est présenté à la Banque d'Etat et en a occupé toutes les issues. À 17 heures sont sortis de la cour de la banque un camion automobile et une autoblindée, les deux chargés de billets de banque. Bientôt après un camion est également sorti sous escorte. 5 millions de roubles auraient été emportés. (R. G.)